

POUR DISCUSSION...



2007DT-03 > Novembre 2007

Défis économiques et politiques : il est minuit moins une...

Claude Montmarquette

(CIRANO et Université de Montréal)

Les documents Pour discussion... visent à présenter un état de la situation sur un domaine donné et à susciter une discussion. Ces documents offrent de plus un point de vue ou un ensemble de suggestions pour faire avancer le débat. Ces documents ne représentent pas une prise de position du CIRANO. Ils ne reflètent que l'opinion de(s) l'auteur(s).

Le CIRANO est un centre de recherche multidisciplinaire qui a pour mission l'accélération du transfert des savoirs entre le monde de la recherche et celui de la pratique.

Les partenaires du CIRANO

Partenaire majeur

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Partenaires corporatifs

Alcan inc.
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Banque Laurentienne du Canada
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Banque Scotia
Bell Canada
BMO Groupe financier
Bourse de Montréal
Caisse de dépôt et placement du Québec
DMR Conseil
Fédération des caisses Desjardins du Québec
Gaz de France
Gaz Métro
Hydro-Québec
Industrie Canada
Investissements PSP
Ministère des Finances du Québec
Raymond Chabot Grant Thornton
State Street Global Advisors
Transat A.T.
Ville de Montréal

Partenaires universitaires

École Polytechnique de Montréal
HEC Montréal
McGill University
Université Concordia
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université Laval

Associé à:

Institut de Finance mathématique de Montréal (IFM2)
Laboratoires universitaires Bell
Réseau de calcul et de modélisation mathématique [RCM2]
Réseau de centres d'excellence MITACS (Les mathématiques des technologies
De l'information et des systèmes complexes)

Les idées et les opinions émises dans cette publication sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires.

© 2007 Claude Montmarquette. Tous droits réservés.

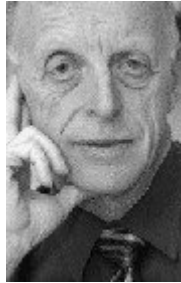
Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©

Partenaire financier



Table des matières

Introduction	5
Que savons-nous de l'économie du Québec?	7
Comment explique-t-on cette situation dans les médias et sur le marché politique?	11
Les solutions proposées	13
La réalité et les solutions	16
Que faire?	22
Conclusion	23



Claude Montmarquette

Titulaire d'un Ph.D. en économie de la University of Chicago, Claude Montmarquette est professeur au département de sciences économiques de l'Université de Montréal. Il est reconnu comme un spécialiste de l'économie et de l'économétrie de l'éducation et du travail, de même que de l'économie des choix publics. Il est le précurseur de l'implantation de l'économie expérimentale au Québec. Claude Montmarquette est vice-président du groupe politiques publiques au CIRANO.

claude.montmarquette@cirano.qc.ca

Ce texte veut mettre l'économie au cœur de la discussion au Québec. Nous osons encore que très timidement mettre en cause le fameux « modèle québécois », même s'il n'a pas livré la richesse que certains lui allèguent. Le terme modèle est d'ailleurs inflationniste puisque personne en dehors du Québec ne s'en réclame. Dans la justification d'éviter ces discussions trop terre à terre pour certains de nos intellectuels et élites, comme s'il existait un gêne réfractaire bien français de discuter de la chose économique, le Québec se distinguerait des autres comme une société solidaire, accueillante, ouverte et soucieuse de l'environnement. Malheureusement, une certaine commission publique vient actuellement mettre un bémol sur cette terre d'accueil du Québec et plusieurs enquêtes statistiques mettent en doute la générosité et la tendance verte des Québécois. Nous avons passé près de 40 ans à discuter d'indépendance politique et il semble que nous soyons partis pour une décennie à discuter d'identité québécoise. Encore une autre belle raison de s'immobiliser et d'éteindre nos ambitions de richesse. Je souligne en passant que les jeunes sont absents de ce débat identitaire. Ont-ils déjà compris, ce que leurs aînés cherchent toujours à comprendre, que pour s'épanouir la croissance économique doit être au rendez-vous et si ce n'est pas au Québec, ça sera ailleurs?

Mon inquiétude est très grande en ce qui concerne notre situation économique et notre capacité à retenir nos jeunes talents. Nous sommes plusieurs à partager le sentiment qu'il est minuit moins une pour faire les choses autrement.

Que savons-nous de l'économie du Québec?

Le constat que notre PIB par habitant est supérieur de 10 % relativement à la moyenne des pays de l'OCDE est peut-être consolant, mais en Amérique du Nord, le Québec est une province pauvre. Son PIB *per capita* place le Québec parmi les cinq derniers états sur 60. Notre revenu moyen représente environ 80 % de celui de l'Ontario et de 70 % par rapport au revenu moyen américain.

Le taux de croissance annuel moyen du PIB réel de 1981 à 2006 a été de 2,3 % comparativement à 3 % dans le reste du Canada.¹ Cette différence est importante pour expliquer l'appauvrissement relatif du Québec. On note que le ministère des Finances du Québec prévoit des taux de croissance de 1,1 % pour les décennies 2010-2030.²

Le taux de chômage toujours supérieur à la moyenne canadienne fut parfois près du double de celui de l'Ontario.

*En Amérique
du Nord, le
Québec est
une province
pauvre.*

7

¹ Plusieurs statistiques intéressantes sur l'économie du Québec sont compilées par M. Boyer (2007), « La performance économique du Québec : constats et défis (III) », Cahier Scientifique du CIRANO, 2007s-12.

² « Impacts des changements démographiques sur l'économie, le marché du travail et les finances publiques », document de référence, février 2005.

*On observe un
taux de
pauvreté élevé
persistant
entre 10 et
12 % de la
population...*

Cette situation s'est atténuée au cours des derniers temps, mais pour une raison qui n'est pas compatible avec la croissance économique lorsqu'elle est liée à une population active déclinante.

L'effort de travail et la participation sur le marché du travail sont plus faibles relativement à la moyenne canadienne. Par exemple, on dénote 1720 heures de travail par employé en 2005, contre 1820 pour l'ensemble du Canada. Le taux de participation de la main d'œuvre active demeure deux points de pourcentage inférieurs à celui de l'Ontario.³

En 2006, le nombre de jours perdus par travailleur pendant l'année a été de 11,5 au Québec contre 8,8 en Ontario.⁴

Au cours des 25 dernières années, la part des investissements privés sur le PIB a toujours été inférieure au reste du Canada.⁵

On observe un taux de pauvreté élevé persistant entre 10 et 12 % de la population, malgré des décennies de politiques sociales, de redistribution et même une loi contre la pauvreté. Si on constate que pour la période 1996-2005, le nombre de

³ 66 % contre 68 % en 2003 : Claude Séguin, *Assesing Québec's Key Prosperity and Competitiveness Opportunities and Challenges*, Institute for Competitiveness & Prosperity, Juin, 2007) Et lorsque les québécois sont sur le marché du travail, ils prennent davantage de vacances (13,6 jours en 2003 contre 10,6 pour les ontariens : basé sur des données de Statistique-Canada rapporté dans le journal *La Presse*, 28 juin 2007).

⁴ Taux d'absences du travail, 2006. Statistique Canada, Catalogue # 71-211.

⁵ Boyer (2007).

bénéficiaires des services d'assistance sociale a diminué de 34,7 % au Québec, une diminution plus marquée est observée en Ontario où le nombre de bénéficiaires a subi une baisse de 41,2 % pour la même période.⁶

Le taux de décrochage scolaire au secondaire est supérieur à la moyenne canadienne et les taux de fréquentation universitaire demeurent inférieurs à ceux de l'Ontario⁷ malgré notre long gel des frais de scolarité.

Les dépenses publiques sont plus fortes qu'ailleurs au Canada malgré une richesse collective moins grande. En 2004-2005, ces dépenses dépassent de près de 800 \$ la moyenne canadienne et d'environ 2 000 \$ celle de l'Ontario malgré une différence de plus de 6 300 \$ en revenu par habitant favorisant l'Ontario.⁸ Ces programmes sont soutenus en partie par la péréquation canadienne dont nous sommes bénéficiaires.

Une minorité de contribuables soutient le système public : 14 % des contribuables paient 60 % des impôts sur le revenu.⁹

Une dette publique provinciale *per capita* la plus élevée au Canada (à quelques exceptions dans les Maritimes) qui ne

*Les dépenses
publiques sont
plus fortes
qu'ailleurs au
Canada
malgré une
richesse
collective
moins grande.*

*14 % des
contribuables
paient 60 %
des impôts sur
le revenu.*

⁶ *Source* : Ressources Humaines et Développement Social Canada.

⁷ Séguin (2007) et Statistics Canada, Labour Force Survey.

⁸ F. Dupuis, B.P. Durocher, C. Montmarquette et Maryse Robert (2006), « Le défi des finances publiques », Mouvement des caisses Desjardins et CIRANO.

⁹ Ministère des finances, Statistique fiscales des particuliers, diverses années.

cesse de s'alourdir. Le service de la dette à lui seul est d'environ 7,5 milliards de dollars, soit l'équivalent du budget de près de 16 ministères.¹⁰ Une dette dont près de 80 % n'a plus d'actifs, ayant avant tout servi à payer les dépenses d'épicerie.

Un rattrapage considérable est à réaliser en infrastructures publiques qui sont désuètes et certaines dangereuses.

On pourrait continuer sur le nombre de faillites, notre cote de crédit, etc.

¹⁰ Dupuis et al (2006).

Comment explique-t-on cette situation dans les médias et sur le marché politique?

Notons que très souvent on ne reconnaît pas les données et les faits. C'est toujours plus facile de nier ou d'ignorer ce que l'on n'aime pas entendre. La réalité finit par nous rattraper cependant. On passe alors aux explications. Les plus courantes, du moins les plus médiatisées, sont de deux ordres :

C'est un choix de société : nos garderies à 7 \$, notre programme d'assurance médicaments généreux, le gel des frais de scolarité et les faibles tarifs d'électricité, pour ne prendre que ces exemples font de nous une société distincte. C'est notre choix.

Un exemple d'un choix de société récemment très médiatisé est le temps de travail des québécois. L'argument, suite à l'intervention de Lucien Bouchard qui ne faisait que rappeler quelques statistiques sur la question, est que l'on travaille moins pour se consacrer davantage à la famille. C'est étonnant car de quelle famille s'agit-il? Le nombre d'enfants par famille au Québec depuis plusieurs années est nettement moins de deux (indice synthétique de fécondité est de 1,51 en 2005) et bien en dessous du taux naturel de reproduction qui est de

*C'est un choix
de société...*

l'ordre de 2,1.¹¹ C'est assez paradoxal de constater tout cet accent au Québec sur la conciliation travail-famille dans un contexte où on travaille moins et on fait moins d'enfants que nos voisins! Comment aussi réconcilier que le choix de moins travailler est un choix de société alors que les enquêtes montrent qu'il y a proportionnellement plus de travailleurs québécois à temps partiel qui souhaiteraient travailler davantage que les travailleurs ontariens de même catégorie.¹²

*C'est la faute
des autres.*

L'autre argument répété de toutes les façons pour expliquer nos soucis économiques relève des autres. C'est la faute des autres. Le gouvernement ne nous supporte pas et les entreprises ne songent qu'à leurs profits. Les riches ignorent les pauvres. Il y a aussi outre le déséquilibre fiscal, la mondialisation destructrice d'emplois et de l'environnement.

¹¹ Le Québec, chiffres en main. Édition 2007. Institut de la Statistique du Québec.

¹² Séguin (2007)

Les solutions proposées

Quelles solutions nous sont proposées pour régler notre situation? Encore ici, on revient aux mêmes rengaines : faire intervenir davantage l'État, taxer encore plus les entreprises et les riches, protéger nos entreprises moribondes contre la mondialisation. Quelquefois on innove, on aimerait bien que le gouvernement réduise le prix de l'essence et autres produits, comme par exemple très récemment, on a demandé à l'état de réduire le coût de la fibre pour la pâte à papier! Comme si l'état et non le marché peut contrôler les prix. Parfois on pousse l'audace jusqu'à demander plus de lois et même d'en adopter comme la loi contre la pauvreté, par exemple. On déclare par loi qu'il est illégal d'être pauvre.

S'il suffisait que ces interventions qui paraissent tellement simples pour ceux qui les réclament puissent vraiment régler nos problèmes, il est à se demander devant une telle panoplie de solutions dites évidentes, pourquoi tant de problèmes existent au départ. Et comment se fait-il que l'on ait tant attendu pour intervenir?

On veut bien taxer les riches, mais encore faut-il les trouver! Plusieurs ont remarqué que le Québec est malheureusement riche en pauvres et pauvre en riches.

*Faire
intervenir
davantage
l'État, taxer
encore plus les
entreprises et
les riches,
protéger nos
entreprises
moribondes
contre la
mondialisation.*

*Il faut surtout
éviter de
protéger des
entreprises ou
des secteurs
d'activité du
passé en
sacrifiant
celles de
l'avenir.*

Taxer les entreprises dans un contexte de concurrence fiscale est impensable. On cherche d'ailleurs de moins en moins à les taxer, mais plutôt à les subventionner. Il est intéressant de noter qu'il est rarement mentionné dans les milieux de la gauche que les pays scandinaves sont ceux qui taxent le moins les entreprises. Et pourtant ce fameux modèle suédois...

Passer davantage de lois, comme la loi contre la pauvreté, votée d'ailleurs à l'unanimité au parlement, comme il fallait s'y attendre. C'est tout même curieux de ne pas y avoir pensé plus tôt! Depuis le début de l'humanité, il existe des pauvres et personne avant les français (et oui faut-il s'en surprendre) et maintenant nous les québécois n'avait compris qu'il fallait simplement décréter par loi qu'il ne doit plus y avoir de pauvres dans la société. Mais, en fait, il serait beaucoup plus simple d'énoncer une loi sur la richesse et la santé et faire en sorte que par loi tous soient riches et en santé. Absurde? Pas dans cette logique. Notons enfin que si les gens ont choisi de ne pas travailler ou de moins travailler comme étant une décision de société, cette situation au niveau individuel et collectif n'aide en rien à réduire cette pauvreté.

En ce qui a trait à la mondialisation, la situation est hors de notre contrôle. Ce n'est pas le Québec qui va inverser cette tendance. Il faut surtout éviter de protéger des entreprises ou des secteurs d'activité du passé en sacrifiant celles de l'avenir. On voit mal comment nos grandes entreprises comme Bombardier, le Cirque du Soleil, de même que plusieurs petites et moyennes entreprises du Québec pourraient survivre sans le commerce extérieur, alors que nos exportations représentent près de 50 % de notre PIB et près

des trois quart de notre production manufacturière est expédiée à l'extérieur du Québec.

La réalité et les solutions

*L'État est la
cause du
problème et
non la solution.*

16

*Les syndicats
ont déséquilibré
notre économie.*

La réalité est évidemment beaucoup plus complexe et peut difficilement se résumer à « c'est un choix de société et c'est la faute des autres ». C'est la conjoncture de plusieurs facteurs qui explique notre situation tant historique qu'actuelle. Au risque de paraître réductif, je vais quand même insister sur deux facteurs en particulier qui me semblent majeurs dans l'explication de la situation actuelle de l'économie québécoise. Ces deux facteurs sont l'omniprésence de l'État ou plus généralement du marché politique et les syndicats. Remarquez tout de suite que la vaste majorité des syndiqués sont dans le secteur public québécois. Je prétends que l'État est la cause du problème et non la solution. Quant aux syndicats, ils ont essentiellement déséquilibré notre économie. Le secteur public, par exemple, n'est pas public mais serait plutôt une privatisation par les syndicats!¹³

Que se passe-t-il lorsque le gouvernement est omniprésent (comme ordre de grandeur, notons que les dépenses

¹³ Pour référence, en 2004, le taux de syndicalisation était pour le Québec de 40,2 % contre 27,9 % en Ontario et 13,8 % aux États-Unis. Voir N. Kozhaya (2005), « Les effets de la forte présence syndicale au Québec », Institut Économique de Montréal.

gouvernementales québécoises représentent environ 28 % du PIB contre 17 % en Ontario en excluant les autres paliers de gouvernement)?¹⁴ Essentiellement, on réduit l'espace des décisions économiques pour augmenter celle du marché politique. Du coup, il n'est pas nécessairement intéressant de travailler davantage ou de produire plus efficacement alors qu'il est peut-être plus rentable d'exercer une influence sur le marché politique pour obtenir une rente, c'est-à-dire des avantages qui ne sont pas reliés à notre effort productif. Tous se mettent à réclamer l'aide ou l'intervention de l'État. Il faut aider les personnes âgées, les agriculteurs, les artistes, les travailleurs non qualifiés, les étudiants, les papetières et autres entreprises en déclin, les festivals, etc. Beaucoup veulent faire en sorte que d'autres soient sollicités pour financer les dépenses de l'État et interviennent auprès de l'État en ce sens. Certains modèles économiques montrent qu'à la limite, on pourrait engloutir le PNB pour la recherche de rentes. C'est du corporatisme et l'Union Soviétique a éclaté de cette façon.

Toutes les décisions deviennent des décisions politiques : constructions et rénovations de routes et de métros, la localisation du CHUM, le gel des tarifs et des primes, l'incapacité à appuyer des initiatives qui font rêver la planète comme celle du Cirque du Soleil à Montréal. Même le chômage est politisé. N'est-il pas curieux en effet que les chefs d'État clament que leur gouvernement est toujours responsable des baisses de chômage, mais jamais des hausses! En fait, on donne l'impression que les décisions sont prises par les agents

*On réduit
l'espace des
décisions
économiques
pour
augmenter
celle du
marché
politique.*

¹⁴ Dupuis et al (2006).

de communication qui poussent vers ce qui se communique le mieux! Les éoliennes, par exemple, se vendent beaucoup plus facilement que la hausse des tarifs d'électricité. Facile de comprendre dans cette situation, l'état d'inefficacité dans lequel nous nous retrouvons, alors que plus souvent qu'autrement, les décisions sont prises pour des considérations politiques, c'est-à-dire faire en sorte que l'on minimise la critique. Par exemple, on gèle les frais de scolarité, les primes d'assurance automobile et médicaments. Évidemment, comme on donne aux uns, il faut donner aux autres. On se retrouve avec le résultat que les jeunes travailleurs paient les médicaments des retraités et les retraités plus fortunés paient les services de garde des jeunes travailleurs et les frais de scolarité des étudiants. Mais, ce jeu n'est pas à somme nulle. Il entraîne une mauvaise allocation des ressources et un développement bureaucratique important pour assurer la gestion des programmes.

18

Il y a aussi la déresponsabilisation qui vient d'un État trop important dans une société. L'État assure ma santé et ma retraite. Pourquoi m'en soucier. L'environnement est l'affaire de l'État et non de soi-même. Les enquêtes montrent bien que tous les québécois sont à la grande messe pour sauver l'environnement, mais peu de personnes veulent en payer le prix. L'enquête sur les ménages et l'environnement de Statistique Canada, (2007) confirme que le discours des québécois sur l'environnement est loin de leur comportement et celui du reste du Canada lorsqu'ils ont un coût personnel à subir pour sauver la planète (par exemple, sur l'utilisation de la voiture, du compostage, l'achat d'ampoules fluo-compactes, le taux de recyclage par ménage, nous faisons moins bien au Québec que dans le reste du Canada).

De fait, lorsque l'État est trop présent, il y a un effet d'éviction (*crowding out*) du privé. Les québécois, par exemple, sont moins généreux que les Ontariens, année après année, en partie parce que le revenu moyen québécois est inférieur au revenu moyen ontarien, mais aussi parce que l'État québécois s'implique davantage que l'État ontarien dans la redistribution des revenus aux yeux des québécois.¹⁵

Cette déresponsabilisation s'observe à plusieurs niveaux politiques. La ville de Montréal, par exemple, blâme le gouvernement du Québec pour ses problèmes et ce dernier le gouvernement fédéral avec le concept de déséquilibre fiscal. Et le fédéral de blâmer à son tour les États-Unis lorsque des faiblesses se présentent dans notre économie.

Pour les syndicats, l'histoire est simple. Les syndicats ont déséquilibré l'économie du Québec en 1970 en forçant la création de rentes syndicales sous la pression de conflits sociaux importants voire violents (les chantiers de construction à la Baie James). Cette situation d'intimidation persiste toujours dans le secteur de la construction. Les

*Lorsque l'État
est trop
présent, il y a
un effet
d'éviction
(crowding out)
du privé.*

19

¹⁵ Selon l'Enquête Canadienne sur le Don, le Bénévolat et la Participation (ECDBP) de 2004, Statistique Canada, seulement 32 % de québécois donnent 125,00 \$ et plus à des œuvres caritatives contre près de 65 % pour les ontariens. Guillaume Dupuy, 2007, (Les Déterminants du Bénévolat et des Dons de Charité au Canada en 2004, Rapport de recherche pour l'obtention du grade MSc. Sciences Économiques, Université de Montréal) fait également remarquer « qu'il est inquiétant de voir qu'au niveau du bénévolat, les Québécois sont largement surpassés par les Canadiens des régions atlantiques, dont la performance économique est également en deçà de la moyenne nationale ».

Le Québec se classe 59^e sur 60 économies en Amérique du Nord au chapitre des libertés économiques.

20

Trop de rigidité demeure, ce qui ralentit et même paralyse les projets d'investissements des entreprises.

salaires sont devenus supérieurs à ceux de l'Ontario avec le secteur public exerçant un effet de débordement dans le secteur privé. Malheureusement, ces hausses salariales n'étant pas supportées par une productivité plus élevée (d'où l'utilisation du terme de rente), il fallait trouver un moyen de les financer. Ce financement a été fait en partie par l'endettement public du Québec pour payer les dépenses d'épicerie plutôt que des dépenses en immobilisation. On connaît la suite des choses : les syndicats du secteur public ont kidnappé les programmes sociaux : éducation, santé, garderie etc. Dans ces secteurs, les services demeurent relativement constants, mais ils coûtent tout simplement plus chers. Ils ont continué de réclamer davantage d'intervention de l'État. Pour ne pas être en reste, d'autres groupes de pression incluant les corporations professionnelles et les entreprises se sont formés pour réclamer leurs rentes. L'économie de marché laisse ainsi la place au corporatisme qui profite à tous ceux qui peuvent brandir une menace, cela se faisant sur le dos de la classe moyenne relativement captive. Il n'est pas étonnant que le Québec se classe 59^e sur 60 économies en Amérique du Nord au chapitre des libertés économiques.¹⁶ De plus, dans un contexte d'intensification de la concurrence internationale, les entreprises ont besoin d'innover pour améliorer leur compétitivité. L'innovation ne peut souffrir des rigidités des conventions collectives même s'il faut reconnaître que dans le secteur privé les syndicats ont dû accepter des accommodements raisonnables. Trop de rigidité demeure, ce qui ralentit et même paralyse les projets d'investissements des entreprises. À quoi bon investir dans de nouveaux

¹⁶ Karabegovic A. et McMahon F., *Economic Freedom of North America: 2006 Annual Report*, The Fraser Institute.

équipements et de nouvelles façons de faire si les syndicats ne permettent pas à l'organisation de s'adapter, de changer, d'évoluer. La compétence, par exemple, doit primer sur l'ancienneté. L'appartenance syndicale ne doit pas décider qui travaille sur quel chantier. En brimant la capacité de l'économie à gagner en compétitivité, on hypothèque la performance sociale du Québec.

Les conséquences économiques négatives prévisibles avec ces situations se sont matérialisées avec les résultats que l'on connaît bien aujourd'hui.

Que faire?

Réduire l'espace politique.

Peut-on profiter de l'indécision sur qui va gouverner le Québec pour faire naître un consensus des partis politiques sur les grands enjeux et les défis du Québec? Peut-on espérer une telle responsabilisation des élus politiques? Le récent débat sur le dernier budget du gouvernement nous indique qu'il y a peu d'espoir dans cette direction. Si ce n'est pas possible, il n'y a alors qu'une solution : réduire l'espace politique.

1 Il faut dépolitiser les décisions. L'exemple ici des pays scandinaves est éloquent et pourtant cette situation est rarement médiatisée. En Suède, par exemple, l'administration publique a été complètement repensée autour de peu de ministères, mais de 300 agences. Le capital des agences est soit public, soit mixte. Certaines fonctions sont entièrement privatisées. Les ministères sont vidés de leurs effectifs et réduits aux hautes fonctions d'arbitrage politique. Le gouvernement crée des écoles privées et donne le choix aux parents. Bref une ouverture à la concurrence et aux forces du changement. Un exemple clair que l'on peut vivre dans une sociale-démocratie sans s'étouffer dans la bureaucratie et l'idéologie. Il faut privilégier le pragmatisme au dogmatisme. Il faut réduire l'espace des rentes.

2 Il faut expliquer correctement les choses

Lorsqu'un ministre somme les pétrolières de justifier leurs hausses de prix dans un délai de 24 heures sur un marché concurrentiel, on s'imagine que la nouvelle taxe sur les pétrolières ne devrait pas être ou ne sera pas refilée aux consommateurs, il y a trois problèmes. Le premier est que le ministre veut essentiellement montrer qu'il intervient tout en sachant, par ailleurs, que ça n'aura aucun résultat. L'exemple des Maritimes est intéressant à cet égard depuis qu'elles ont établi un prix maximal sur l'essence (qui est modifié aux deux semaines, par ailleurs) que les détaillants ne peuvent excéder sous peine d'une amende gouvernementale. Le résultat est que la plupart des détaillants affichent le prix maximal avec comme conséquence que les consommateurs paient en moyenne de un à deux sous de plus par litre dans une année que le libre marché.¹⁷ Le deuxième problème est qu'il ne comprend pas grand-chose à la notion de développement durable, ni à la stratégie de définir des priorités. En refusant de faire payer l'automobiliste, on ne l'incite pas à modifier ses comportements routiers. Enfin, le ministre par son attitude renonce au devoir d'éduquer les citoyens aux règles élémentaires de l'économie. En fait, le ministre commet une désinformation sur le rôle des marchés et des incitations.

Il y a d'autres cas, notamment, par exemple, lorsque fut créé le Fonds des générations. Il a été souligné avec force que comme les emprunts du gouvernement coûtent 6 % et que la

¹⁷ Catherine Boisclair, Prix plafond pour l'essence : l'exemple des Maritimes, *Le Soleil*, 8 août 2007.

L'opposition n'a pas automatiquement à dire noir lorsque le pouvoir dit blanc ou inversement.

Caisse de dépôt et placement du Québec obtient en général un rendement d'environ 9 % sur ses investissements, ce Fonds allait nous permettre de réduire notre dette publique (l'argument a d'ailleurs été repris par plusieurs chroniqueurs économiques dans les médias). Il est pourtant facile de voir le problème ici puisque si cette analyse est la bonne, il faudrait rapidement tripler notre dette pour s'enrichir! En réalité le coût d'opportunité sociale du capital sans risque pour le gouvernement est plutôt de l'ordre de 8 % voir plus, et pour réaliser 9 % de rendement, la Caisse devra prendre des risques.¹⁸ Les ministres et élus politiques, par leur influence médiatique importante ont un ascendant sur leurs concitoyens et ne peuvent se permettre d'entretenir l'ambiguïté sur la réalité des choses. Il faut expliquer les choses et non les manipuler pour obtenir des avantages politiques insignifiants. Dans cette optique, l'opposition n'a pas automatiquement à dire noir lorsque le pouvoir dit blanc ou inversement. Il doit parfois y avoir de bonnes idées mises de l'avant par le pouvoir et pourquoi ne pas le reconnaître. Le peu de respect que les hommes et femmes politiques en général reçoivent de la population vient largement de leur incapacité à faire la part des choses. Lorsque l'on est unanime c'est sur la vertu, du genre, il faut réduire la pauvreté, mais la politique c'est l'action et l'action demande des décisions qui ne sont et ne seront jamais faciles à prendre. L'unanimité sur autre chose

¹⁸ En fait le « Fonds des générations » est une idée intéressante parce qu'il assure au processus du remboursement de la dette une certaine continuité temporelle absolument nécessaire. Également, le fonds soutire aux politiciens des argents dont ils pourraient trop facilement disposer pour d'autres fins souvent très électoralistes.

que la vertu n'existe pas. Le dégel des droits de scolarité par exemple ou l'ajustement des primes d'assurance automobile pour des raisons d'efficacité et d'équité évidentes sont des décisions incontournables.

Quelles que soient ses responsabilités, mais particulièrement comme membre du pouvoir politique ou membres de l'opposition, il faut éviter que le discours tenu fasse en sorte qu'on soustrait à la somme des connaissances économiques!

3 Il faut réduire l'impôt sur le revenu. À l'annonce d'une telle politique, un nombre impressionnant de personnes, voire une majorité, s'y oppose. Est-ce là un autre témoignage de la spécificité du Québec dans une société qui est déjà la plus taxée en Amérique du Nord (exception faite d'une ou deux provinces maritimes)? En réalité, il n'est pas très difficile de comprendre cette prise de position. Environ 43 % des contribuables imposables québécois ne paient pas d'impôt sur le revenu. Si on ajoute un 9 % qui en paie très peu, la majorité des québécois n'ont aucun intérêt à appuyer une politique réduisant les impôts. Tout le contraire, si cette majorité anticipe une baisse des services qu'elle reçoit sans payer. Au Québec, près de 25 % de l'impôt sur le revenu est payé par 2 % de la population. Ces « riches » sont des contribuables dont le revenu est supérieur à 100 000 \$ (Cette définition des « riches » montre bien la pauvreté relative du Québec dans le contexte nord-américain). En bout de piste, si l'on veut réduire la taille du gouvernement, il faut affamer la bête.

4 Encourager le travail et doser les taxes. 75 % des impôts sur le revenu sont payés par la classe moyenne (en simplifiant la définition des classes socioéconomiques). Cette classe moyenne est surtout composée de travailleurs et l'impôt sur le revenu

*Environ 43 %
des
contribuables
imposables
québécois ne
paient pas
d'impôt sur le
revenu.*

*75 % des impôts
sur le revenu
sont payés par la
classe moyenne.*

Au plan de la fiscalité, la démarche à suivre est de modifier le dosage des taxes en réduisant les taxes sur le travail au profit des taxes sur la consommation.

26

est une taxe sur le travail. Or, le travail est essentiel à la croissance économique et la situation économique et démographique du Québec fait en sorte que le Québec doit beaucoup miser sur le travail. Encourager le travail est une politique efficace, mais elle réussira que si le travail est une activité rentable.

Au plan de la fiscalité, la démarche à suivre est de modifier le dosage des taxes en réduisant les taxes sur le travail au profit des taxes sur la consommation (cette démarche pourrait être réalisée en maintenant à la limite les rentrées fiscales à leur niveau, c'est la formule de la neutralité fiscale). Au Québec, nous avons un système de revenu fiscal à l'américaine avec un filet social de dépenses plutôt européen. À l'instar de ces derniers, nous devons taxer davantage la consommation que la production. Cette perspective deviendra de plus en plus pertinente vu le vieillissement du Québec et l'affaiblissement relatif de la population active.

5 Revoir l'universalité de nos programmes sociaux et tarifier plutôt que taxer. Un jour ou l'autre il faudra revoir l'universalité de nos programmes sociaux, représentant 6,6 % du PIB contre 2,9 % pour la moyenne canadienne, malgré un niveau de richesse nettement inférieur¹⁹. Plusieurs de ces programmes ou politiques, tels les frais de scolarité et les tarifs d'électricité, pour ne reprendre que ces exemples, ont de plus un caractère régressif, profitant aux plus fortunés. En d'autres termes, il vaut mieux parfois tarifier plutôt que taxer. Il est impératif de rendre au système de prix son rôle d'allocation optimale des ressources. Essayer de redistribuer

Il vaut mieux parfois tarifier plutôt que taxer.

¹⁹ Pour l'exercice fiscal 2004-2005. Voir Dupuis et al (2006).

la richesse en contrôlant les prix est absurde puisqu'en l'absence d'un bon système de prix, on gaspille et même détruit la ressource. Il est impératif de recourir à une juste tarification (reflétant le coût marginal de long terme) pour financer certains services de l'État. L'exemple le plus éloquent concerne l'électricité qui, avec un prix trop faible, incite à une surconsommation et un gaspillage de ressources. Des exemples avec l'eau, les frais de scolarité et les frais de garde ont été relevés. Il faut éviter de se servir de ces politiques comme mesure de redistribution du revenu. Ces tarifs, trop faibles d'ailleurs, profitent plus souvent qu'autrement aux personnes les plus fortunées. Il existe d'autres mécanismes pour soutenir les personnes à faible revenu comme le revenu minimum garanti, une formule que le Québec applique en partie sans lui donner ce nom. Notons que pour plusieurs économistes une explication à l'appauvrissement relatif du Québec (en rappelant que le revenu *per capita* est parmi les plus faibles en Amérique du Nord) résulte pour une bonne partie du gaspillage de nos ressources en eau et en électricité contrairement, par exemple, à la politique albertaine dans la tarification et gestion de ses ressources pétrolières.

*Il faut réduire
l'importance de
l'État et la place
du marché
politique.*

28

Il est minuit moins une. Il faut faire les choses autrement au Québec. Il en va de notre survie économique. L'ampleur de notre dette publique et le vieillissement de notre population aggravent l'urgence de la situation.

Il faut réduire l'importance de l'État et la place du marché politique. Nous avons mis de l'avant quelques pistes qui vont dans cette direction. Il faut que ceux et celles qui créent de la richesse ne cèdent pas tout le terrain sur ce marché à ceux et celles dont le seul rôle vise à distribuer cette richesse. Il y a un équilibre à rétablir. Il en est de même entre les régions et les milieux urbains. On comprend mal que dans notre démocratie le vote rural compte nettement plus que le vote des autres.²⁰

Il faut que l'économie puisse exercer un arbitrage entre les travailleurs et des firmes performantes et que l'effort du travail et l'innovation deviennent plus rentable que la recherche de rentes.

²⁰ Dans toutes les démocraties, les régions urbaines sont désavantagées et les régions rurales avantagées, mais au Québec cette situation est pire qu'ailleurs. Voir le texte de Donald E. Blake, « Electoral Democracy in the Provinces » dans Howe, Johnston et Blais. 2005. *Strengthening Canadian Democracy*. IRPP. Le Québec a réalisé plusieurs études sur une réforme du mode de scrutin, mais l'action politique n'a jamais suivi.

L'État doit cesser d'intervenir dans tous les dossiers s'il n'est pas capable de mettre un frein à la création de rentes aux syndicats de travailleurs, aux membres d'associations professionnelles et pour certaines entreprises. Le gouvernement ne devra rien céder sous la menace.

Il faut retrouver la liberté économique. Le marché doit prévaloir sur les décrets et les monopoles. Remettre la structure de prix comme élément d'allocation efficace des ressources et de la préservation de nos richesses tout en mettant en place une véritable formule de redistribution du revenu par un revenu minimum garanti.

Notre société n'a jamais été aussi éduquée. Nos jeunes sont mobiles et polyglottes. Il faut leur donner l'espace qui leur appartient. La compétence doit primer sur l'ancienneté et l'immobilisme doit faire place à l'action. Nous ne pouvons laisser aux jeunes une société endettée et dans l'immobilisme si on veut les garder avec nous.

Un gouvernement sera toujours critiqué. C'est une industrie florissante au Québec et généralement dans toutes les démocraties. Autant faire dans ces circonstances ce qui doit être fait. Ceci s'appelle du leadership, mais le leadership nécessite une capacité de comprendre les enjeux et de communiquer le pourquoi des décisions. Si les québécois partagent une vision de création de richesse et de développement durable dans un esprit de solidarité, force est de constater que nous n'avons pas atteint les objectifs visés, malgré un état omniprésent, des taux de syndicalisation élevés, un gel des taux de scolarité, une loi contre la pauvreté,

*L'État doit
cesser
d'intervenir
dans tous les
dossiers.*

*Il faut retrouver
la liberté
économique.*

etc. Est-il seulement concevable que l'on puisse changer de stratégie et de moyens. D'autres pays, comme les pays scandinaves et l'Irlande, par exemple, ont réagi à leurs défis avec succès. Même la France veut actuellement rompre avec le passé et renouveler ses institutions. Tous ces pays ont mis la croissance économique au cœur de leurs préoccupations. Qu'attendons-nous?

**Rapports Pour discussion... déjà publiés
par le CIRANO**

**Santé : pour des changements
en profondeur**

Claude Castonguay, mai 2007

**Le sous-financement des universités québécoises
et une proposition de réinvestissement**

Robert Lacroix et Michel Trahan, mars 2007



2020, rue University, bureau 2500, Montréal (Québec) H3A 2A5

Tél.: 514-985-4000 • Téléc.: 514-985-4039

www.cirano.qc.ca • info@cirano.qc.ca